



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

51309
ES

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/20

6 février 1987

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

Point 8 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT DE LA HUITIEME REUNION DE LA CONFERENCE
DES MINISTRES AFRICAINS DE L'INDUSTRIE 1/**

* E/ECA/TPCW.8/1.

** E/ECA/CM.13/1.

1/ Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
<u>Chapitre</u>	
I. Participation	1
II. Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la Réunion	2
III. Point 2 de l'ordre du jour : Election du Bureau	8
IV. Point 3 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	8
V. Point 4 de l'ordre du jour : Déclarations des chefs de délégation	8
VI. Point 5 de l'ordre du jour : Examen du rapport et adoption des recommandations de la Réunion intergouvernementale plénière d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique	19
VII. Point 6 de l'ordre du jour : Autres questions	19
VIII. Point 7 de l'ordre du jour : Examen et adoption du rapport	19
IX. Point 8 de l'ordre du jour : Clôture de la Conférence	20
X. Recommandations adoptées	21
Annexe I	
Ordre du jour de la réunion	33

INTRODUCTION

1. La huitième conférence des ministres africains de l'industrie, organisée conjointement par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), et le Gouvernement du Burundi s'est tenue à Bujumbura (Burundi) du 17 au 19 septembre 1986.
2. La Conférence des ministres avait pour objectif d'examiner, sur la base du rapport de la réunion intergouvernementale plénière d'experts qui s'était tenue auparavant, les progrès accomplis dans le processus d'industrialisation des pays africains, un accent particulier étant mis sur l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA) et le rôle de l'industrie dans le redressement économique et le développement de l'Afrique. Les ministres devaient examiner les propositions formulées dans ce rapport et décider des mesures que les Etats membres, les organisations intergouvernementales et la communauté internationale en général devraient prendre pour accélérer l'exécution du programme de la Décennie et le programme de l'OUA et de l'ONU concernant le redressement de l'Afrique.

I. Participation

3. Les pays suivants étaient représentés à la Conférence : Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, Rwanda, République arabe sahraouie démocratique, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe. Ont également participé à la Conférence les représentants des organisations suivantes : Agency for International Development des Etats-Unis (USAID), Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises (AMPME), Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD), Banque africaine de développement (BAD), Banque de développement de l'Afrique de l'Est, Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement, Banque mondiale, Centre CNUCED/GATT du commerce international, Centre international d'entreprises publiques, Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Est, Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté économique des pays des Grands Lacs, Communauté économique européenne, Metallurgical Project engineering and Consulting Company, Organisation arabe de développement industriel (OADI), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Société nationale des entreprises publiques industrielles (SONEPI), Union africaine des chemins de fer (UAC), Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), Union panafricaine des télécommunications (UPAT), Zone d'échanges préférentiels des Etats d'Afrique orientale et australe (ZEP).

II. Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion

4. La Conférence a été officiellement ouverte par M. Emile Mworoha, président de l'Assemblée Nationale du Burundi et secrétaire général du parti UPRONA, qui a prononcé un discours au nom de S.E. M. Jean-Baptiste Bagaza, président de la République du Burundi. Au nom du Président, du Gouvernement et du Peuple burundais, il a souhaité une chaleureuse bienvenue aux ministres et aux autres participants et déclaré que la tenue de cette conférence à bujumbura est pour son pays un insigne honneur qui reflète l'importance que celui-ci accorde à la coopération intra-africaine.

5. Rappelant la septième Conférence des ministres africains de l'industrie qui avait examiné les progrès accomplis dans l'exécution du programme de la Décennie et préparé une position africaine commune à défendre lors de la quatrième Conférence générale de l'ONUOI, il s'est déclaré conscient de l'importance de la tâche à laquelle la présente conférence doit faire face, importance qui est rehaussée par la crise économique aiguë qui frappe l'Afrique et l'absence généralisée de prospérité sur le continent. Au cours de la dernière décennie, la région a enregistré une baisse de leur production, une croissance du taux d'inflation et un déficit net de la balance commerciale. De 1973 à 1983 la dette africaine a été multipliée par six et les paiements au titre du service de la dette absorbent 50 % des recettes d'exportations de la région. Les causes de la crise actuelle sont aussi bien exogènes qu'endogènes. Parmi les facteurs exogènes, figurent la récession mondiale caractérisée par la chute des prix des matières premières, la hausse des taux d'intérêt, la baisse de l'aide publique au développement, le protectionnisme croissant et les conséquences des calamités naturelles telles que la sécheresse et la famine. Les déséquilibres constatés dans certaines politiques nationales, la pénurie de la main-d'oeuvre qualifiée et les problèmes liés au réajustement structurel ont également contribué au déclin des économies africaines.

6. Si l'Afrique veut assurer un développement autonome et auto-entretenu, elle doit prendre des mesures visant à relancer le secteur agricole, à améliorer la production alimentaire et à alléger le fardeau de la dette. Des efforts importants s'imposent aujourd'hui et l'engagement de l'Afrique à fournir les deux tiers des ressources nécessaires à la mise en oeuvre du Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique est le témoignage évident de la volonté des gouvernements de la région de résoudre leurs problèmes par eux-mêmes.

7. L'exiguïté des marchés intérieurs et la faiblesse de la productivité rendent la coopération internationale indispensable et soulignent l'importance de la coopération régionale et sous-régionale comme moyen d'endiguer le déclin économique du continent. Il est sans doute trop tôt pour parler de la mise sur pied d'une communauté économique africaine en tant que telle, mais le renforcement de groupements sous-régionaux est nécessaire et constitue un premier pas vers un marché commun africain. Un climat d'entente politique et de paix est tout aussi indispensable. Le Secrétaire général de l'UPRONA a donc énergiquement condamné les actes de déstabilisation perpétrés par le régime d'apartheid d'Afrique du Sud et réitéré le soutien financier, matériel et moral des Etats membres de l'OUA, aux Etats de la Ligne de Front. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle contribue à mettre fin à l'apartheid.

8. Le Président de l'Assemblée nationale du Burundi a félicité les pays de la région pour les efforts considérables qu'ils déploient pour intégrer dans leurs plans nationaux de développement les objectifs du Plan d'Action de Lagos et de l'IDDA. Il a néanmoins relevé que l'Afrique n'est pas seulement sous-industrialisée mais aussi mal industrialisée. Les objectifs de développement industriel des années 80 doivent porter sur la remise en état et la restructuration des industries africaines dans le but de lutter contre la sous-utilisation des capacités installées. En fait, a précisé l'orateur, les industries africaines devraient être conçues de manière à réduire les importations, utiliser plus abondamment les matières premières locales et assurer une complémentarité aussi bien entre elles qu'avec d'autres secteurs de l'économie. Certes, la réalisation d'un tel objectif se heurte inévitablement à des difficultés mais, dans le cas de l'Afrique, cette action doit devenir prioritaire si l'on veut résoudre les problèmes auxquels la région doit faire face. Le Secrétaire général du parti UPRONA a souligné l'importance de l'ordre du jour de la conférence, car celui-ci traite des questions qui revêtent un intérêt particulier pour la région. En conclusion il a réaffirmé l'attachement de son pays à la coopération internationale.

9. M. Domingo L. Siazon Jr, Directeur général de l'ONUDI, a exprimé sa profonde gratitude au Président, au Gouvernement et au peuple burundais pour leur chaleureux accueil et leur hospitalité généreuse. A une époque où tous les pays appliquent de strictes mesures d'austérité, la décision du Gouvernement burundais d'accueillir ces réunions témoigne de son engagement à soutenir le développement et la coopération industriels. De même, la présence de si nombreux ministres témoigne manifestement de l'importance qu'ils attachent à l'industrialisation de la région et au programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il a également adressé ses remerciements personnels aux autres organisations qui parrainent cette réunion, à savoir la CEA et l'OUA pour l'excellente qualité de la coopération et des relations de travail qui existent entre les trois secrétariats.

10. La crise actuelle révèle la fragilité de la structure économique de l'Afrique. Malgré l'abondance de leurs ressources naturelles et un potentiel industriel élevé, la plupart des pays africains sont peu peuplés et disposent de faibles revenus, facteurs défavorables aux économies d'échelle dans nombre de branches de l'industrie. Ces contraintes ont fait ressortir l'importance de la coopération industrielle intra-africaine aux niveaux régional et sous-régional et la nécessité de l'élaboration de politiques macro-économiques intégrées au sein de la région.

11. Le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique adopté récemment accorde le rang de priorité le plus élevé à l'agriculture et met un accent particulier sur d'autres secteurs propres à promouvoir le développement agricole et rural, notamment l'industrie. Les liens entre l'agriculture et l'industrie sont particulièrement importants. Dans un pays développé moyen par exemple, l'industrie fournit à l'agriculture au moins 50 % de ses intrants directs et 25 % de ses intrants indirects. En dernière analyse, l'industrie est un facteur déterminant du succès ou de l'échec, non seulement du secteur agricole, mais également de toutes les autres activités économiques, jetant par là des bases solides en vue d'une solution durable à la crise économique de l'Afrique.

12. A moins que des mesures ne soient prises par les pays africains pour accélérer leur mutation industrielle, les rares ressources en devises dont dispose la région s'épuiseront et le problème de la dette extérieure s'en trouvera encore aggravé. Il est frappant de constater que la majeure partie

des ressources en devises dont dispose la région a été utilisée pour financer des projets n'ayant pas pour effet direct la création de capital ou d'emplois, le développement des compétences technologiques ou la mise en valeur des ressources humaines. En 1982, par exemple, plus de 62 milliards de dollars (somme qui représente environ 47 % de la dette totale de la région) ont été consacrés à l'importation de produits industriels essentiels qui auraient pu être fabriqués dans la région. La solution réside dans le perfectionnement de la capacité locale de production industrielle.

13. La nouvelle ONUDI continuera à accorder un rang de priorité élevé à ses activités de coopération technique en Afrique dont le volume a atteint en 1985 le chiffre record de 37,2 millions de dollars. La majeure partie de cette assistance étant financée par le biais des programmes nationaux du PNUD, c'est aux différents gouvernements africains qu'il appartient de déterminer si l'ONUDI pourra maintenir à ce niveau élevé sa fourniture d'assistance technique à la région. Le Directeur général de l'ONUDI a exprimé l'espoir que les gouvernements appuieraient les programmes dont l'ONUDI a proposé le financement par le biais du CIP régional. Il a également encouragé les gouvernements à solliciter les services de l'ONUDI pour l'exécution de la composante "assistance technique des prêts de restructuration et de reconversion" accordés par la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales et bilatérales. Bien que l'ONUDI ait lancé des projets d'investissement d'un montant total de 54 millions de dollars en 1984 et 123 millions de dollars en 1985, mais ces chiffres sont peu de choses par rapport aux 140 milliards de dollars de nouveaux investissements qui seront nécessaires pour la mise en oeuvre du seul programme de la Décennie. Les gouvernements devraient en même temps accorder un rang de priorité élevé à l'industrie dans l'allocation des ressources nationales. La question de ressources financières est un problème brûlant qui mérite l'attention spéciale de la Conférence. Pour sa part, l'ONUDI coopère étroitement avec les institutions africaines de financement du développement dans le but de trouver de nouvelles sources d'investissement nationales et extérieures pour contribuer à la modernisation, à la diversification et à la remise en état de l'industrie africaine.

14. Le Directeur général a réaffirmé la volonté de l'ONUDI de contribuer à atténuer la grave crise économique que connaît l'Afrique. Un pas modeste a été accompli dans cette voie par l'allocation de 8,6 millions de dollars à la Décennie dans l'actuel budget prévue pour l'exécution du programme. La reconduction de ce crédit dans le prochain exercice biennal est douteuse. C'est pourquoi des dispositions ont déjà été prises en vue de la création d'un fonds spécial pour l'Afrique qui serait financé à partir de contributions volontaires.

15. Le Directeur général de l'ONUDI a remercié les pays africains pour l'appui constant qu'ils apportent à l'ONUDI dans sa mission au service de la région. Grâce à leur soutien constant aux différents organes directeurs de l'Organisation, les besoins propres à l'Afrique trouveront l'écho qu'ils méritent dans les politiques et les priorités de l'ONUDI. En dernière analyse, c'est l'Afrique elle-même qui doit poursuivre la lutte difficile pour son développement. Elle doit adopter des politiques et des attitudes qui lui permettent de mobiliser pleinement ses abondantes ressources humaines et naturelles au service de ses populations. Il s'est déclaré convaincu que les pays africains réussiront à surmonter la crise, permettant ainsi à la région de prendre la place qui lui revient de plein droit dans les négociations mondiales et d'affirmer sa crédibilité dans le concert des nations.

16. M. M.L. Allouane, secrétaire général adjoint de l'OUA, a exprimé sa gratitude au peuple et au Gouvernement burundais. Il a exposé les difficultés auxquelles les industries africaines doivent faire face, à savoir la sous-utilisation des infrastructures industrielles existantes et l'insuffisance des ressources en devises nécessaires à l'importation des principaux facteurs de production. Ces difficultés ont été exacerbées par la sécheresse persistante, le lourd fardeau de la dette et la politique de déstabilisation du régime méprisable de l'Afrique du Sud. Comme le souligne le Plan d'action de Lagos, cette situation nécessite des politiques et des stratégies nouvelles. Les résultats de la présente conférence devraient apporter des solutions claires aux problèmes auxquels le continent est confronté. Toutefois, il a souligné que la réalisation des objectifs quantitatifs fixés dans le Plan d'action de Lagos concernant la part de l'Afrique dans la production industrielle mondiale totale n'est pas forcément synonyme d'amélioration globale de la performance industrielle et ne devrait pas non plus handicaper le développement industriel.

17. Le programme de la Décennie constitue un point important de rupture avec les approches politiques et les stratégies d'industrialisation adoptées jusqu'alors par les pays africains. Le programme met l'accent sur le développement d'industries matrices basées sur l'exploitation des ressources en plus de la priorité accordée aux programmes de redressement économiques adoptés par l'OUA et les Nations Unies. Toutefois, il faudrait déterminer dans quelle mesure le programme de la Décennie a effectivement entraîné la création de nouveaux projets. L'IDDA aura été un échec si au bout du compte tout ce que l'Afrique pourra présenter devait se résumer en nombre d'études faites, de réunions tenues au lieu de projets industriels effectifs.

18. Le succès du programme de la Décennie dépendra, dans une très large mesure, des activités que les Gouvernements africains et leurs institutions auront menées, conformément d'ailleurs à leur engagement à l'exécution des projets et plans qu'ils avaient proposés et adoptés à des occasions antérieures. L'industrialisation de l'Afrique serait également renforcée par la coopération Sud-Sud, l'Afrique tirant profit de l'expérience des pays asiatiques et latino-américains dans l'identification, l'élaboration et l'exécution des projets. Tout en espérant que l'attitude négative de certains pays industrialisés ne fera pas école, une telle possibilité doit inciter l'Afrique à adopter une politique de développement national essentiellement fondée sur l'utilisation de ses propres ressources et définir un plan pour l'industrialisation collective basé sur le concept de l'autosuffisance.

19. La contribution des organisations internationales revêt une importance capitale et l'OUA a lancé un appel à la CEA et à l'ONUDI, avec lesquelles elle entretient une coopération étroite et fructueuse, pour qu'elles accroissent leurs ressources afin de contribuer efficacement à l'exécution du programme de la Décennie ainsi qu'à la transformation à long terme des économies africaines. L'orateur a réaffirmé l'engagement de l'OUA à contribuer à cette transformation.

20. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, M. Tchouta Moussa, a remercié le Gouvernement burundais pour les facilités mises à la disposition de la Conférence ainsi que pour la générosité de son accueil. Il a informé les participants que M. A. Adedeji, secrétaire exécutif de la CEA, regrettait de ne pouvoir être parmi eux, car il était retenu au Siège des Nations Unies à New York pour la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour l'Afrique adopté par l'Assemblée générale à sa treizième session extraordinaire.

21. Il a souligné l'importance de la présente Conférence qui permettra de faire le bilan des réalisations de la phase préparatoire de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Elle permettra également d'examiner en détail le rôle joué par le secteur industriel dans l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990.

22. Dans son évaluation de la Décennie, le Secrétaire exécutif adjoint a fait observer que la crise persistante qui affecte la plupart des pays africains a sans doute entravé les efforts déployés par ces derniers pour l'exécution du programme de la Décennie. Cette crise a été aggravée par la détérioration des termes de l'échange, l'alourdissement de la dette et la réduction des apports financiers à des conditions de faveur. L'exécution du programme de la Décennie a également été sévèrement entravée par la dégradation des conditions climatiques, la sécheresse grave et persistante et l'extension de la désertification. Ces facteurs ont amené de nombreux pays à accorder un rang de priorité élevé à la lutte contre la crise alimentaire qui en résulte.

23. De ce fait, les pays africains n'ont pas pu réaliser les activités prévues dans la phase préparatoire de la Décennie, bien que nombre d'entre eux aient enregistré des progrès substantiels dans la diversification de leur base industrielle. En outre, les institutions chargées du suivi de la Décennie ne disposent pas de ressources suffisantes pour leurs activités d'appui aux Etats membres. Cela est particulièrement vrai de la CEA qui a dû compter exclusivement sur les ressources allouées normalement à son budget régulier, et sur quelques ressources extrabudgétaires accordées sur une base bilatérale.

24. En ce qui concerne la seconde phase de la Décennie, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a souligné la nécessité de mobiliser davantage les ressources financières pour l'exécution des projets arrêtés. A cet égard, il a exhorté les pays africains à prendre les mesures nécessaires pour rendre le Fonds africain de développement industriel opérationnel le plus rapidement possible.

25. Le Secrétaire exécutif adjoint a également souligné le rôle que joue le secteur industriel dans le redressement et le développement économiques de l'Afrique, tel qu'il figure dans le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique (1986-1990) et dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990). Il a insisté sur les mesures à court, à moyen et à long terme qui ont été définies dans ces programmes et qui comprennent : la restructuration du secteur industriel, la remise en état des industries vitales, et le développement, aux niveaux national et sous-régional, des industries de base, en particulier celles qui intéressent directement l'agriculture, telles que les industries chimiques et métallurgiques et les industries du matériel agricole.

26. Il a souligné la nécessité pour la Conférence d'examiner les mesures requises pour l'exécution de ces programmes, dans le cadre des mécanismes définis par le Programme prioritaire de l'OUA et le Programme d'action des Nations Unies pour l'Afrique. A cet égard, il a informé la Conférence que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a mis en place au Siège de l'Organisation, un Comité directeur présidé par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, assisté par le Secrétaire exécutif de la CEA comme vice-président.

27. En conclusion, le Secrétaire exécutif adjoint a appelé l'attention de la Conférence sur la préparation du quatrième cycle de programmation du PNUD et sur les projets industriels qui figureraient à l'ordre du jour de la session extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA qui se tiendra en octobre 1986. Il a également souligné la nécessité d'étudier le rôle que la nouvelle ONUDI devra jouer dans le cadre de l'appui apporté au développement industriel de l'Afrique, surtout dans la perspective de la tenue de la deuxième Conférence de l'ONUDI. Il a réaffirmé la volonté de la CEA pour renforcer davantage sa coopération tant avec l'OUA qu'avec l'ONUDI dans la mise en oeuvre du programme de l'IDDA.

28. Le président sortant de la septième Conférence des ministres africains de l'industrie, M. Jameson K.H. Kaleluka de Zambie, a exprimé ses sincères remerciements au peuple et au Gouvernement du Burundi pour l'accueil chaleureux digne de l'hospitalité africaine qu'ils ont réservé aux délégués. Il a rappelé à ses collègues et aux représentants des institutions chargées de l'industrialisation du continent, les objectifs de la Conférence, et a souligné la nécessité de développer le secteur industriel de l'intérieur et sur la base de l'autosuffisance et de l'autonomie.

29. Au cours des dernières années, grâce à des études globales réalisées par la CEA, certains pays ont harmonisé leurs plans et leurs programmes de développement avec les objectifs du programme de la Décennie, et le Président sortant s'est déclaré convaincu du succès à long terme de ce dernier. Ce processus d'harmonisation a cependant été entravé par des problèmes qui traversent la région : la sécheresse, les taux d'intérêt élevés et les termes de l'échange défavorables. La récente session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé la nécessité d'accroître la production alimentaire et de renforcer les industries de transformation des produits agricoles, ainsi que les industries qui fournissent des intrants à ce secteur. Avec le temps, la paix et le soutien de la communauté internationale, l'Afrique pourra s'atteler à la réalisation de ces objectifs; il convient toutefois de relever que cette mise en oeuvre est actuellement compromise par la politique oppressive et destabilisatrice de l'Afrique du Sud et le soutien dont elle jouit dans certains milieux. Néanmoins, les Etats membres, dans leur tentative d'atteindre les objectifs de la Décennie qui pourrait aboutir à la décision de proclamer une deuxième décennie, ne devraient pas se laisser décourager par l'environnement économique actuel ni par les échecs enregistrés au départ.

30. Le délégué du Congo, M. Edouard A. Noumazalayi, ministre de l'industrie et des pêches, a donné lecture à la Conférence du message du Président Denis Sassou-Nguesso, président en exercice de l'OUA. Ce message contient les sincères remerciements du Président de l'OUA au Président et au Gouvernement du Burundi pour avoir accueilli la Conférence dont les résultats bénéficieront de l'appui total de l'OUA.

31. La Conférence, qui a réuni les experts les plus compétents et les plus expérimentés d'Afrique, a pour mission de définir les nouvelles orientations pour une action basée sur les principes contenus dans le Plan d'action de Lagos. Le représentant du Congo a exhorté les ministres à oeuvrer pour la réalisation des principaux objectifs de ce Plan. Il a relevé la nécessité d'assurer l'autosuffisance en matière de production alimentaire dans des délais raisonnables et de résoudre, au cours des 20 prochaines années, les principaux problèmes qui se posent à la région, grâce à des politiques bien définies en faveur de l'agriculture et de l'industrie qui la soutient.

32. Il importe d'établir une coopération efficace entre les pays africains et de créer des liens économiques plus étroits non seulement entre les pays, mais aussi avec les autres pays en développement du Sud et les pays industrialisés du Nord. Le Plan d'action de Lagos a fixé les perspectives de cette action pour les 20 prochaines années. A cet égard, les pays africains doivent développer leur industrie sur la base de la complémentarité et de la coopération régionale. L'industrie doit être étroitement liée aux ressources naturelles, et viser à l'élimination de la pénurie alimentaire et du développement agricole, sans préjudice des autres secteurs. Il convient également d'accorder une attention particulière au choix des technologies afin de supprimer la dépendance à l'égard des facteurs extérieurs; il importe également de prendre les mesures appropriées pour résoudre les problèmes tels que l'endettement extérieur et l'apartheid qui constituent un frein au développement de l'Afrique. Le délégué du Congo a réaffirmé le soutien de l'OUA aux Etats de première ligne dans leur lutte contre l'apartheid, et a lancé un appel à tous les pays africains pour qu'ils oeuvrent ensemble pour l'émancipation socio-économique de la région.

33. Une motion de remerciement a été présentée, au nom de la Conférence des ministres, par M. B. Ehuï Koutoua (Côte d'Ivoire) au Président, au Gouvernement et au peuple du Burundi pour avoir accepté d'accueillir la Conférence. Le délégué de la Côte d'Ivoire s'est déclaré très satisfait de l'accueil fraternel qui a été réservé à tous les participants et s'est déclaré convaincu que le succès de la Conférence sera dans une large mesure dû aux excellentes facilités mises à sa disposition par le Gouvernement du Burundi.

III. Point 2 de l'ordre du jour : Election du Bureau

34. La Conférence a élu un bureau constitué comme suit : Président : Burundi, Vice-Président Congo ; deuxième Vice-Président : Côte d'Ivoire; troisième Vice-Président : Kenya, et rapporteur : Lesotho.

IV. Point 3 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

35. L'ordre du jour (voir annexe I) a été adopté à l'unanimité. Il a également été convenu que tous les débats auront lieu en séance plénière et il a été décidé que tous les délégués présents pourront participer pleinement à la Conférence.

V. Point 4 de l'ordre du jour : Déclarations de chefs de délégations

36. Tous les chefs de délégation ont exprimé leur sincère gratitude au Gouvernement et au peuple du Burundi pour avoir accepté d'accueillir la Conférence des ministres africains de l'industrie. Ils ont également félicité la CEA, l'OUA et l'ONUDI pour les travaux préparatoires de la Conférence, et les ont remerciées pour toute l'assistance qu'elles apportent à la région pour appuyer ses efforts d'industrialisation. Ils ont également félicité le Président et les autres membres du bureau pour leur élection.

Côte d'Ivoire

37. Le ministre de l'industrie de la Côte d'Ivoire a souligné la poursuite de la crise économique mondiale qui a été aggravée par les difficultés internes de la région. Bien que l'Afrique ait entrepris d'assurer la majeure partie du financement de son programme de redressement, elle fait encore largement appel

à l'aide internationale pour son développement. La Côte d'Ivoire a toujours soutenu activement les actions de la Décennie, puisqu'elle croit fermement que les pays, après avoir mis en place une agriculture performante, doivent aussi procéder à la création d'une industrie de transformation de ses matières premières, industrie qui permet de relever la valeur ajoutée nationale. Le ministre ivoirien s'est félicité de la convergence profonde qui existe entre les conclusions soumises à la présente Conférence et les stratégies de développement de son pays.

38. En effet, la Côte d'Ivoire s'est engagée depuis longtemps dans la voie tracée par le programme de la Décennie. En tant que membre actif de la CEAO et de la CEDEAO, elle soutient fermement le renforcement de la coopération industrielle intra-africaine. Elle reconnaît la contribution précieuse que les organisations non gouvernementales peuvent apporter au développement industriel et aux petites industries en particulier. La coopération Sud-Sud constitue également une sélection effective et appropriée aux problèmes de l'industrie. Elle a également pris des mesures pour accroître la participation des femmes dans le développement industriel. Le délégué de la Côte d'Ivoire a en outre souligné les difficultés que rencontre l'industrie dans son pays, et qui sont semblables à celles des autres pays africains. Au début, l'industrie a été surprotégée et essentiellement tournée vers le marché intérieur. Afin de la rendre à nouveau compétitive, la Côte d'Ivoire a introduit un nouveau code des investissements, un système d'aide à l'exportation et d'autres mesures encore. Un plan directeur industriel est en préparation avec l'assistance du PNUD et de l'ONUDI. Il aura à définir les axes prioritaires de développement : industries agro-alimentaires, industries motrices et services d'appui nécessaires à la réalisation des objectifs. Ce plan directeur tiendra compte des objectifs de la Décennie, et le développement du pays sera également basé sur le renforcement de la coopération sous-régionale.

Ouganda

39. Le Ministre de l'industrie et de la technologie de l'Ouganda a présenté les réalités économiques qui entravent le développement du secteur industriel de l'Afrique. Il a passé en revue la situation économique actuelle de son pays et exposé les mesures prises par le nouveau Gouvernement de l'Ouganda pour développer son industrie, conformément aux objectifs du programme de la Décennie.

40. L'Ouganda a été l'un des premiers pays à créer un comité de coordination national. Il a également organisé un atelier national sur la Décennie. Mais les événements politiques survenus dans ce pays ont ruiné plus tard les plans d'industrialisation. Cependant, le Mouvement national de résistance est déterminé à redresser la situation et un programme en 10 points a été adopté avec l'intention déclarée de mettre en place une économie indépendante, intégrée et auto-entretenu. Ce programme insiste sur le renforcement des liens à l'intérieur du secteur industriel et entre l'industrie et les secteurs minier et agricole. Aux niveaux sous-régional et régional, l'Ouganda poursuit actuellement une politique de coopération étroite avec ses voisins et avec d'autres pays. C'est dans ce cadre qu'un accord a été conclu avec le Kenya pour permettre la libre circulation des matériels roulants entre Kampala et Mombasa, ce qui facilite largement le flux des biens entre les deux pays. Le délégué de l'Ouganda a également parlé de la participation de l'Ouganda dans des groupements régionaux tels que la ZEP et l'Organisation pour l'aménagement et le développement du bassin de la Kagera (OBK).

Nigéria

41. Le Ministre des industries du Nigéria a parlé des effets de la récession mondiale actuelle sur la région et sur la base économique fragile de cette région. La situation de l'industrie reconnue comme étant le principal moteur de la croissance laisse beaucoup à désirer. L'Afrique connaît actuellement le même dilemme et les mêmes difficultés que lors de la dernière Conférence des ministres il y a deux ans. L'orateur a rappelé à la Conférence que le principal objectif du programme de la Décennie consiste à poser les bases d'un développement progressif des industries de base essentielles au développement autocentré et auto-entretenu.

42. Pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie au cours de sa phase préparatoire, le Nigéria a commencé par créer un comité national de coordination chargé de définir l'orientation générale sur la formulation, la promotion, la mise en oeuvre et le contrôle du programme de la Décennie. Devant la récession économique mondiale qui, dans le cas du Nigéria, a été aggravée par le fléchissement observé sur le marché des produits pétroliers, le gouvernement, sur les conseils du Comité national de coordination, a décidé de restructurer l'industrie du pays, en élargissant sa base de ressources et en augmentant le degré d'autosuffisance. L'opération de restructuration est actuellement menée en consultation avec le secteur privé organisé qui compte pour 70 % de la production nationale, le gouvernement jouant essentiellement un rôle d'appui dans le processus de transformation. En dépit des graves problèmes financiers, tous les efforts sont faits pour la création d'industries motrices. Le ministre nigérien a également souligné les efforts réalisés par son pays pour promouvoir la coopération intra-africaine, en particulier grâce à des groupements économiques sous-régionaux tels que la CEDEAO dont il est membre. Le Nigéria continue de soutenir les organisations régionales africaines, en particulier celles qui ont leur siège au Nigéria, comme le CRACFT auquel il est accordé 7,5 millions de dollars. Le ministre a souligné que la présence au Nigéria d'un conseiller industriel principal hors siège de l'ONUDI valoriserait considérablement l'assistance fournie par l'ONUDI.

Sénégal

43. Le Ministre du développement industriel du Sénégal a souligné que le Programme prioritaire pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, tout en accordant la priorité à l'agriculture, reconnaît le rôle important joué par l'industrie. En fait, la transformation de l'agriculture est inconcevable sans l'existence de liens entre elle et l'industrie.

44. Le ministre a félicité la réunion intergouvernementale d'experts pour les conclusions qu'ils ont arrêtées, en particulier celles qui encourageant l'intensification des efforts en vue de l'exécution du programme de la Décennie, la croissance de l'assistance technique et des investissements financiers, ainsi que les mesures à prendre en ce qui concerne le Fonds africain de développement industriel (FADI). Le ministre a également appuyé sans réserve l'évaluation à moyen terme du programme de la Décennie. Il a ensuite félicité le Directeur général de l'ONUDI pour son élection et a exprimé son appui total à l'Organisation et à la nouvelle orientation qu'elle est en train d'adopter. Il a proposé que l'Organisation accroisse encore davantage son assistance aux pays africains, crée des liens plus étroits avec les ministères du plan, sensibilise davantage le public sur ses activités liées à la technologie et à la formation industrielle et fasse une large publicité de ses capacités en matière d'études de préinvestissement. La

prochaine Conférence générale de l'ONUDI pourra examiner utilement la contribution de l'Organisation à des questions telles que la restructuration et la remise en état de l'industrie africaine, la formation de la main-d'oeuvre, le financement des projets industriels et les arrangements institutionnels. Le délégué du Sénégal a également estimé qu'il conviendrait d'imputer le financement du programme de la Décennie sur le budget opérationnel (et non sur le budget ordinaire) de l'ONUDI.

Ghana

45. Le Ministre des industries, de la science et de la technologie du Ghana a indiqué qu'au lieu de démoraliser les Africains et de les plonger dans l'inactivité, la situation économique actuelle de la région a suscité une détermination nouvelle. Le Plan d'action de Lagos et le programme de la Décennie, qui visent tous les deux à résoudre les principaux problèmes des insuffisances, constituent de bons exemples des défis que la Conférence se doit de relever.

46. Le Ghana a élaboré un Programme de redressement économique (1984-1986) visant à corriger certains déséquilibres et certaines distorsions présents dans l'économie. A cet égard, la relance du secteur industriel constitue un facteur déterminant dans le programme économique du pays. Des données préliminaires indiquent que la croissance industrielle a atteint 13,7 % en 1985 contre 2,9 % pour l'agriculture et 5 % pour les services. A court terme, il convient de mettre davantage de ressources à la disposition des industries prioritaires efficaces capables de fournir dans l'immédiat les produits demandés. A moyen terme, il importe de relancer les industries potentiellement viables qui jouissent d'un avantage comparatif, tandis qu'à long terme, le Ghana espère arriver à une structure industrielle basée sur les ressources locales et capable d'assurer des recettes d'exportation plus élevées. Le ministre a présenté les progrès réalisés et le réajustement effectués dans les sous-secteurs industriels ayant le potentiel de liens le plus élevé, tels que la transformation des fruits et des légumes, les fonderies, les matériaux de construction, l'habillement, l'industrie chimique et l'industrie des produits forestiers, et l'énergie. Le Ghana reconnaît l'importance des petites industries dans la croissance industrielle; aussi, il a créé un Conseil national qui, avec l'assistance de la Banque mondiale, a initié un programme de développement des capacités industrielles des entreprises. La réorganisation du Conseil ghanéen pour la promotion des exportations et l'introduction de réformes associées sont en cours. La première Foire industrielle et technologique qui s'est tenue en mars 1986 au Ghana a été favorablement accueillie et a enregistré des commandes fermes à l'exportation. La possibilité de réduire au minimum l'intervention de l'Etat est actuellement examinée. On a créé un climat favorable à l'investissement privé dans le but de promouvoir le financement des secteurs prioritaires, et une réunion de coordination en matière d'aide s'est tenue à Londres en mai 1986.

Algérie

47. Le Ministre algérien des industries légères a décrit les efforts déployés par son pays pour la mise en place d'une base industrielle tournée principalement vers la satisfaction des besoins nationaux en matière de développement et des besoins fondamentaux de la population. Deux plans quinquennaux de développement élaborés au cours de la présente décennie ont mis l'accent sur des facteurs tels que la restructuration et la remise en état des entreprises publiques, les liens intersectoriels, la dynamisation des activités de sous-traitance, la mise en place de capacité d'ingénierie et

48. L'Afrique, a-t-il fait remarquer, apparaît comme le continent le plus vulnérable et le plus sensible aux effets de la crise économique actuelle. Pour faire face aux exigences d'un monde de plus en plus compétitif, elle doit mettre en commun les maigres ressources dont elle dispose. Il faudra au moins une autre décennie pour doter l'Afrique d'une base industrielle solide et autonome telle qu'elle a été définie dans le Plan d'action de Lagos. La coopération Sud-Sud doit être renforcée en général, et en particulier la coopération intra-africaine. Il faudrait coordonner les politiques industrielles afin d'assurer la complémentarité, éviter les doubles emplois et créer des marchés viables. Les pays africains devraient également instaurer une coopération dans les domaines de la formation, de la recherche et des services techniques d'appui. Il ne sert à rien de créer des institutions dans chaque pays alors qu'une ou deux pourraient couvrir les besoins de toute la région. Les industries créées devraient être dynamiques et compétitives. En Afrique, la plupart des investissements industriels devraient être faits par les Etats qui sont seuls capables de mobiliser les capitaux nécessaires. Le ministre algérien a souligné la nécessité de renforcer l'assistance de l'ONUDI à la région, notamment aux pays les moins avancés.

Jamahiriya arabe libyenne

49. Le chef de la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne a relevé l'importance particulière que son pays attache à l'exécution du programme de la Décennie. En Libye, l'industrie joue un rôle primordial dans le développement économique national car elle crée des emplois et permet de mieux mettre en valeur les ressources humaines. C'est un secteur qui connaît un niveau élevé d'investissement, comme l'atteste le grand nombre d'industries nouvelles : transformation de produits alimentaires, pétrochimie, fabrication de matériaux de construction, industries métallurgiques et mécaniques, textiles, cuir et transformation du bois. Un accent particulier a été mis sur la remise en état des industries existantes, et la Jamahiriya arabe libyenne a entrepris une production à grande échelle de dérivés pétrochimiques tels que l'ammoniac, l'urée et le méthanol.

50. Le niveau d'industrialisation est principalement déterminé par le développement atteint au niveau national mais il y a lieu également de chercher à exploiter les avantages offerts par le système de coentreprises. La Jamahiriya arabe libyenne peut se féliciter d'une coopération fructueuse avec d'autres pays dans des domaines aussi variés que l'agriculture, l'industrie, le tourisme et la pêche, coopération qui pourrait servir de modèle à d'autres pays.

Angola

51. Le Ministre angolais de l'industrie a souligné la contribution de l'industrie au développement structurel et à l'autonomie de l'Afrique. Le lien étroit existant entre l'industrie et l'agriculture est une composante essentielle des efforts à déployer pour résoudre le problème de la faim dans la région. La seconde phase du programme de la Décennie devrait permettre une restructuration profonde du secteur industriel africain, établissant une relation étroite entre la production industrielle et les ressources locales, et contribuant ainsi à satisfaire les besoins fondamentaux et à promouvoir la croissance dans d'autres secteurs. Le taux de croissance du produit intérieur brut a connu une forte baisse à cause de la récession mondiale et de la guerre d'agression menée par l'Afrique du Sud. Le ministre angolais a en outre déclaré que son pays n'a pas beaucoup bénéficié de l'aide au développement.

52. En décembre 1985, l'Angola a défini les principaux objectifs du secteur industriel qui ont été fortement affectés par la chute des recettes pétrolières. La priorité est accordée actuellement à la remise en état et à l'entretien des installations industrielles, à l'intégration entre l'industrie, l'agriculture et le commerce afin de promouvoir la production agricole nationale et de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. L'industrie minière devra également jouer un rôle important. Des efforts sont également déployés pour l'entretien des équipements et des structures indispensables au fonctionnement de l'économie, la production de biens d'exportation qui n'entraînent pas de dépenses en devises, l'élaboration d'un code des investissements favorable aux investisseurs étrangers, la fourniture de produits de base à la population et la formation de cadres nationaux afin de réduire l'importation de la main-d'oeuvre étrangère. Une coopération étroite avec les autres pays en développement et la compréhension des pays industrialisés sont nécessaires pour atteindre ces objectifs et sortir du sous-développement.

Kenya

53. Le Vice-Ministre kenyan du commerce et de l'industrie a exprimé l'espoir que la Conférence ferait des propositions concrètes visant à accélérer le développement économique et social de l'Afrique. Il a examiné les problèmes économiques auxquels la région doit faire face, notamment ceux ayant une conséquence directe sur l'industrialisation, tels que la chute globale du revenu par tête d'habitant, la diminution de la part de la région dans le commerce mondial, ses problèmes de la balance des paiements et le lourd fardeau de la dette extérieure. Le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique (1986-1990) et la phase d'exécution de la Décennie (1985-1990) ne sont pas synonymes quoique synchrones. Son gouvernement accorde une attention particulière au programme de la Décennie et a inclus dans son cinquième plan de développement (1984-1985) actuel les mesures recommandées à court et moyen termes. Les objectifs du programme ont été également examinés dans un document publié récemment sur la gestion économique en vue d'une reprise de la croissance. Le ministre a cité les sous-secteurs industriels prioritaires dans le plan de développement du Kenya, l'orientation de base consistant à promouvoir des entreprises modernes et à prendre le contrôle d'une part croissante des moyens de production.

54. Il a fait état du soutien et de la compréhension des bailleurs de fonds, des investisseurs privés et des partenaires régionaux vis-à-vis du Kenya, ainsi que de l'énorme assistance fournie par l'ONUDI, assistance qui a permis de réaliser environ 800 propositions de projets d'investissement. Il a exprimé le soutien total de son pays à la nouvelle ONUDI, institution spécialisée des Nations Unies.

Egypte

55. Le chef de la délégation égyptienne a attiré l'attention de la Conférence sur les avantages à tirer de la coopération avec les autres pays en développement, comme le témoignent les entreprises en coparticipation entre l'Egypte et la Zambie d'une part, l'Egypte et le Soudan d'autre part. Il a également accordé une importance particulière à l'établissement d'une carte industrielle de l'Afrique qui pourrait servir de base à la planification de l'industrialisation du continent.

56. Il a réaffirmé la volonté de son pays de prendre ses responsabilités en Afrique; il apporte son assistance technique par le biais d'un fonds spécial destiné à aider les autres pays africains dans le domaine des études de faisabilité, de la formation et du fonctionnement des usines dans des secteurs tels que le fer, l'acier, les textiles et les produits pharmaceutiques.

Zimbabwe

57. Le Ministre zimbabwéen de l'industrie et de la technologie a souligné la gravité de la crise économique que connaît actuellement l'Afrique. Une des caractéristiques de cette situation est l'incapacité du secteur manufacturier à réaliser des progrès dans le contexte économique global. Ce secteur représente moins de 10 % du PIB et n'a pas établi les liens nécessaires avec les autres secteurs tels que l'agriculture. La proclamation de l'IDDA témoigne de la volonté d'améliorer la situation. Toutefois, la plupart des solutions proposées pour la relance du développement industriel de l'Afrique, tant les propositions visant à mettre l'accent sur l'agro-industrie et les petites industries que celles visant à adopter une approche plus intégrée, ont été basées sur la théorie d'avantages comparatifs. Bien que cette théorie soit bonne pour la division internationale du travail à long terme, elle est inapplicable à l'Afrique à son stade actuel de développement. Aucun pays ne s'est en effet industrialisé en acceptant la théorie des coûts comparatifs au début de son processus de développement. La tendance actuelle en faveur des politiques orientées vers les marchés devrait par conséquent être poursuivie avec prudence. Toute considération idéologique mise à part, la plupart des économies africaines sont à un stade où une certaine intervention de l'Etat est nécessaire. Point n'est besoin de dire que les rôles relatifs de la loi du marché et de l'intervention de l'Etat sont différents dans chaque Etat membre dans la mesure où il revient à chaque pays de définir son dosage optimal. Toutefois, des solutions ou prescriptions standard, soi-disant applicables à tous les pays, ne peuvent pas apporter de solution.

58. En plus de problèmes pratiques auxquels l'Afrique se heurte dans ses efforts d'industrialisation, les difficultés en matière d'industrialisation et de développement économique global de l'Afrique australe sont aggravées par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Problème essentiellement politique, il a entraîné de graves conséquences économiques pour la région tout entière.

Ethiopie

59. Le Vice-Ministre éthiopien du développement a informé la Conférence que dans son plan décennal de développement actuel, l'Ethiopie a accordé un rang de priorité élevé au développement industriel, qui vient en deuxième position après l'agriculture. Ce plan met l'accent, d'une part sur le développement des industries visant à satisfaire les besoins fondamentaux des populations et d'autre part sur la mise en place des structures de base en vue d'un développement autonome. Des mesures sont donc prises pour assurer l'augmentation de la capacité manufacturière des industries de transformation de produits alimentaires, des industries textiles et de fabrication de matériaux de construction. Des projets concrets sont en cours d'exécution dans ce domaine tandis que la plus haute priorité continue d'être accordée à l'industrie légère.

60. L'on accorde également une attention particulière aux industries stratégiques propres à favoriser à long terme l'industrialisation rapide et autonome du pays. Les projets qui sont à un stade avancé de préparation et d'exécution concernent : les industries chimiques de base, les industries

métallurgiques, les industries mécaniques pour la production de pièces de rechange, les pompes à eau, les machines et les appareils électriques, l'équipement industriel et les machines et outils agricoles. Ces projets renforceront les liens entre l'industrie et d'autres secteurs de l'économie notamment l'agriculture. Le plan de développement de l'Ethiopie tient étroitement compte des objectifs de l'IDDA. Le Gouvernement éthiopien s'est assuré ainsi que le programme de la Décennie serait réalisé pour l'essentiel au cours des cinq prochaines années.

Rwanda

61. Le Ministre rwandais du plan a souligné la nécessité de l'établissement d'une carte industrielle de l'Afrique et l'importance de la coopération régionale et sous-régionale comme l'atteste son adhésion à la CEPGL, à la ZEP, à la CEEAC et à l'Organisation pour l'aménagement et le développement du bassin de la Kagera (OBK). Compte tenu de la pénurie de ressources qui sévit à l'heure actuelle, la Conférence devrait réviser et redéfinir les priorités, aux niveaux régional, sous-régional et national, permettant une action concertée conforme au programme de la Décennie et de sortir l'Afrique de la crise. Au niveau national, le Rwanda a mis sur pied, comme il est recommandé dans le programme de la Décennie, un comité national de coordination des activités industrielles. Les projets prioritaires ont été consignés dans le troisième Plan national de développement économique, social et culturel (1982-1986) et d'autres figureront sur la liste des projets du prochain plan qui coïncidera presque avec la fin de la Décennie. Le Rwanda a reçu l'aide d'organismes internationaux tels que l'ONUDI et le CDI ainsi que de pays industrialisés pour la promotion de ses propositions de projets. Il s'est félicité des forums organisés par l'ONUDI pour promouvoir les investissements, forums qui contribuent avec les réunions de solidarité, à renforcer la coopération internationale. Récemment, l'ONUDI a aidé le Rwanda à élaborer une stratégie d'industrialisation pour les 20 années à venir. L'accent est également mis sur la promotion des petites et moyennes industries et la mobilisation de ressources locales, y compris la création d'une banque de développement et d'un fonds spécial de garantie. Une réforme de l'enseignement est en cours et elle a pour but de développer, à long terme, les aptitudes techniques dont le pays a besoin.

Cameroun

62. Le Secrétaire d'Etat camerounais au commerce et à l'industrie a souligné le rôle de l'industrie dans le développement socio-économique de l'Afrique, notamment l'importance de son lien avec les autres secteurs de l'économie. Il a mis l'accent sur le rôle du programme de la Décennie dans la réalisation des objectifs de la région en matière de développement puisqu'il a contribué à accroître l'efficacité des capacités de production et de distribution de l'Afrique et à favoriser la coopération économique et technique. Il a également fait savoir que son pays a entrepris, en collaboration avec l'ONUDI, la réalisation d'un plan directeur d'industrialisation dont les conclusions devraient constituer le tissu de son développement industriel futur.

63. Le Secrétaire d'Etat a lancé un appel à la mobilisation des efforts de tous les pays en vue d'un aboutissement heureux de la Décennie en cours. Il a appuyé la conclusion des experts sur la possibilité de prolonger la Décennie actuelle par une seconde phase afin d'assurer la mise en place de la base industrielle nécessaire à un développement socio-économique viable.

Burundi

64. Le Ministre burundais du plan a décrit la politique active d'intégration régionale poursuivie par son pays dans le cadre des organisations telles que la CEPGL, la ZEP, la CEEAC et l'Organisation pour l'aménagement et le développement du bassin de la Kagera (OBK). L'exiguïté du marché local, l'enclavement géographique et le manque de ressources minérales obligent le Burundi à adopter une politique industrielle régionale. La priorité est accordée aux petites industries basées sur la mise en valeur des ressources naturelles locales. L'agriculture représente 60 % du PIB, rendant son intégration à l'industrie nécessaire. Au cours des quatre plans quinquennaux adoptés depuis son accession à l'indépendance, le Burundi a d'abord développé des industries de substitution des importations qui ont besoin d'être très protégées. Il est désormais nécessaire de se tourner vers les industries à vocation régionale qui permettront une meilleure utilisation des capacités installées. Aujourd'hui, les investissements industriels représentent 16,9 % des investissements totaux mais la part de l'industrie dans le PIB demeure faible.

65. Le Burundi a inclus les objectifs de la Décennie dans son quatrième plan quinquennal (1983-1987). Les trois projets moteurs confiés au Burundi dans le cadre du programme sous-régional sont à un stade avancé d'études, mais leur réalisation nécessite beaucoup de fonds. Le Burundi a également créé un certain nombre d'institutions d'appui liées à la promotion industrielle et au financement des projets. Le ministre a exprimé l'espoir que les institutions spécialisées telles que l'ONUDI, continueraient à soutenir le secteur industriel en Afrique et à accorder la plus haute priorité à la région.

Soudan

66. Le chef de la délégation soudanaise a décrit comment au cours des trois dernières années les plans de développement de son pays ont été bouleversés par la sécheresse et la désertification, ce qui a considérablement réduit le rôle du secteur agricole comme source de revenus. Il soutient pleinement le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et ses objectifs.

67. Malgré la crise économique actuelle, le nouveau Gouvernement soudanais attache une importance particulière au secteur industriel, notamment aux industries du sucre et du cuir. Des mesures ont également été prises pour permettre au secteur public de posséder certaines industries dans le but d'en accroître l'adaptabilité. Une attention appropriée est également accordée à la promotion de petites industries dont la plupart sont créées sur la base des études financées par l'ONUDI. Le Soudan espère que cette organisation continuera de jouer son rôle premier et a réaffirmé son soutien total à l'ONUDI et au programme de la Décennie.

BAD

68. Le représentant de la BAD a présenté la contribution du Groupe au secteur industriel, ainsi que les stratégies, les politiques et les programmes que ce groupe entend adopter pour aider les pays membres à remettre en état le secteur industriel, l'appui apporté aux industries, la coopération industrielle sous-régionale, la promotion des petites industries, la formation de la main-d'oeuvre et l'entreprise privée, y compris la contribution d'un million de dollars apportée à l'organe chargé de l'élaboration des projets, récemment créé par la SFI, le PNUD et la BAD. Parlant des opérations antérieures de la BAD, son représentant a informé la Conférence que le total des prêts cumulés du Groupe effectués jusqu'en décembre 1985 se monte à

6,7 milliards de dollars, dont 37 % (soit 2,47 milliards de dollars) ont été versés. Les prêts accordés au secteur industriel se montent à 806 millions de dollars, soit 12 % du total des prêts accordés par le Groupe et 19 % des prêts accordés par la BAD. D'après les prévisions, le total des prêts approuvés au cours de l'année 1986 se chiffrera à 250 millions de dollars, ce qui porte à plus d'un milliard de dollars les prêts cumulés accordés au secteur industriel jusqu'en 1986. La BAD a financé deux projets industriels multinationaux dans la région, et elle détient des actions dans trois banques de développement régionales.

69. Cependant, on espère qu'au cours du plan quinquennal de développement (1987-1991) l'industrie sera le deuxième secteur dans l'ordre d'importance (après l'agriculture) et que 25 % environ des prêts de la Banque, soit 1 à 1,5 milliard de dollars, reviendront probablement au secteur industriel. Une bonne partie de cette somme sera allouée aux petites et moyennes entreprises dans le secteur productif et les domaines des services clefs. Afin de bénéficier de ces ressources, le(s) Etat(s) bénéficiaire(s) devront en faire la demande par la voie appropriée, en indiquant le rang de priorité du projet à réaliser. Le représentant de la BAD a indiqué qu'un organe consultatif permanent a été créé par la BAD et l'ONUDI pour faciliter la coopération dans les domaines d'intérêt commun.

PNUD

70. Le Directeur adjoint du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique a expliqué comment l'association que le PNUD avait établie depuis longtemps avec les pays donateurs et les pays bénéficiaires s'est adaptée au changement survenu dans le processus de développement. L'Afrique traverse actuellement des périodes de mutation structurelle et de modification radicale dans l'ordre social. Les gouvernements doivent donc faire face aux réalités nouvelles et canaliser les facteurs extérieurs afin de renforcer le processus de développement national. La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies a fixé un programme d'action structurel pour la région; ce programme coïncide avec l'ensemble du plan d'action élaboré par le PNUD pour la région afin de répondre à la nouvelle situation de l'Afrique.

71. Le représentant du PNUD a défini le rôle des gouvernements africains et du PNUD ainsi que celui des organismes d'exécution. Il a précisé que le PNUD accroîtra les actions conjointes et de partage des frais avec divers partenaires, et que des améliorations sont nécessaires pour s'assurer les meilleurs experts. Le PNUD est en train de rétablir des consultations régulières de haut niveau avec les agents d'exécution. On espère que les calamités naturelles actuelles ne réintroduiront pas une orientation unidimensionnelle dans ce qui devrait être un processus de développement multisectoriel interdépendant. Dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, le développement parallèle du secteur industriel est considéré comme essentiel aux efforts de soutien déployés dans le secteur agricole. Etant donné que le programme régional du quatrième Cycle de programmation du PNUD coïncide presque exactement avec le Programme d'action des Nations Unies, le représentant du PNUD a émis le vœu que la Conférence puisse définir un programme d'activités précis assorti d'un emploi du temps, en vue d'atteindre les objectifs fixés dans ce programme.

CEPGL

72. Le représentant de la CEPGL a souligné le rôle de la coopération aux niveaux sous-régional et régional dans la réalisation de l'autonomie. L'objectif visé par la Communauté dans le secteur industriel est d'assurer la création rationnelle d'industries dans les Etats membres, l'accent étant mis sur les projets intégrés dans les sous-secteurs de l'agro-industrie, des industries chimiques, forestières et de matériaux de construction. Ces secteurs correspondent bien aux priorités retenues pour la Décennie. La forte sous-utilisation actuelle est due, entre autres facteurs, à la faible capacité de consommation des marchés limités, au manque de pouvoir d'achat des populations et à l'absence de marchés extérieurs. Dans le cas de la communauté, les contraintes de l'enclavement et le fait que deux pays membres figurent parmi les moins avancés du monde, rendent encore plus indispensable une coopération efficace avec d'autres pays.

FAO

73. Le représentant de la FAO a relevé l'importance que revêt l'établissement de liens étroits entre l'industrie et l'agriculture. A cette fin, le Directeur général de la FAO a lancé un programme d'assistance en nature au secteur agricole; il consiste à fournir aux pays en développement, à des conditions souples, des outils agricoles et des engrais essentiels. L'objectif de ce projet est de stimuler la production alimentaire en zones rurales. Il constitue un exemple de la façon dont la crise dans les pays du Nord peut servir pour vaincre la faim dans les pays du Sud.

UAC

74. Le représentant de l'UAC a décrit les mesures prises par son organisation pour coordonner, intégrer et développer l'industrie des chemins de fer en Afrique. La mise en place d'une infrastructure de transport efficace constitue une condition indispensable pour le développement, et les chemins de fer sont à la fois générateurs et consommateurs de produits industriels. L'orateur a récapitulé les résultats d'un séminaire organisé par l'UAC en octobre 1984 sur le développement industriel et la fabrication d'équipements pour les chemins de fer en Afrique. Il a également évoqué le projet de production de matériel roulant figurant dans le programme de promotion industrielle intégrée pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest; puis il a parlé des études de faisabilité en cours de réalisation pour des projets analogues prévus dans d'autres sous-régions.

OIT

75. Le représentant de l'OIT a déclaré que plus de la moitié des activités de coopération technique de l'organisation sont effectuées en Afrique, l'accent étant essentiellement mis sur la formation et le perfectionnement professionnels. Il a récapitulé le champ des programmes de coopération et d'assistance de l'OIT notamment ceux consacrés à l'Afrique, et a exhorté les ministres africains à prendre pleinement en compte les aspects humains et sociaux dans la planification de l'industrialisation de la région.

VI. Point 5 de l'ordre du jour : Examen du rapport et adoption des recommandations de la Réunion intergouvernementale plénière d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique

76. Le Président de la Réunion intergouvernementale plénière d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique a présenté le rapport de cette réunion (voir document ICE/1986/17/Rev.2) qui résume les résultats des travaux des experts et présente leurs conclusions relatives aux différents points de l'ordre du jour. Les ministres ont adopté ce rapport.

77. Les ministres ont examiné un projet de résolution soumis à la Conférence et préparé sur la base des conclusions arrêtées par les experts à propos des différents points de l'ordre du jour. La résolution a été adoptée moyennant de légers amendements et elle figure ci-dessous au chapitre X.

78. Après l'adoption de cette résolution, le représentant du PNUD a souligné qu'il était indispensable d'obtenir la coopération de toutes les sources de savoir-faire et de capital et en particulier de ceux qui avaient la capacité et l'expérience. Des organisations telles que la FAO, l'OII, l'UNESCO et l'ensemble des organisations techniques des Nations Unies devraient ainsi jouer un rôle dans l'industrialisation de l'Afrique. Il a rappelé à ce propos que le PNUD ne se limitait pas à financer des activités de développement mais prenait et souhaitait prendre de plus en plus une part active à la réalisation d'un programme aussi important que l'industrialisation de l'Afrique, en particulier dans le cadre de l'IDDA.

79. Le représentant de la BAD a présenté un projet de résolution sur le financement du Fonds africain de développement industriel. La résolution a été adoptée (voir chap. X ci-après).

VII. Point 6 de l'ordre du jour : Autres questions

80. La Conférence a abordé la question de la date et du lieu de sa prochaine session. Elle a prié l'OUA, la CEA et l'ONUDI de tenir des consultations sur ce sujet et de faire rapport aux Etats membres. Le représentant du Kenya a fait savoir à ce propos que son gouvernement envisageait d'inviter la prochaine conférence à se tenir à Nairobi et devrait donc, à ce titre, participer à ces consultations. Il a été décidé que si aucun Etat membre n'offrait d'accueillir la prochaine conférence, celle-ci se tiendrait à Addis-Abeba, siège de l'OUA et de la CEA.

81. Les ministres ont également examiné la question de savoir laquelle des trois organisations devrait être chargée, à l'avenir, d'organiser et de convoquer la conférence. Ils ont décidé que de nouvelles consultations sur ce sujet devraient avoir lieu. A cet égard, les secrétariats ont été priés de consulter leurs organes législatifs respectifs et d'informer les Etats membres au moment voulu.

VIII. Point 7 de l'ordre du jour : Examen et adoption du rapport

82. A sa séance finale, la Conférence a adopté le rapport qui était présenté par le rapporteur et a autorisé le secrétariat à le compléter, pour tenir compte des amendements.

IX. Point 8 de l'ordre du jour : Clôture de la Conférence

83. A la séance officielle de clôture, le Directeur général de l'ONUDI, parlant au nom des trois secrétariats, a exprimé sa profonde gratitude au Président et au peuple du Burundi pour leur hospitalité généreuse et la manière efficace dont ils avaient organisé la Conférence. Il a également rendu hommage à la contribution des ministres de la Conférence en ce qui concerne la direction et la définition de la stratégie de développement industriel dans la région.

84. Parlant au nom du pays hôte, le Président a exprimé sa particulière gratitude aux ministres qui s'étaient déplacés si loin pour examiner la question de l'industrialisation de la région. Il a également remercié les experts intergouvernementaux pour leur contribution à la Conférence et a rendu hommage à tous ceux qui y avaient participé. Alors que la Décennie est déjà entrée dans sa deuxième moitié, la Conférence a pu examiner les progrès accomplis au cours de la phase préparatoire ainsi que les problèmes que pose la poursuite de la réalisation. C'est une tâche que l'Afrique ne peut pas réaliser isolément et qui exige une étroite coopération avec la communauté internationale. Il a exprimé sa gratitude pour l'appui dont la région avait jusqu'ici bénéficié de la part des institutions internationales, bilatérales et multilatérales et il a exprimé l'espoir que cet appui se poursuivra. En conclusion, il a à nouveau remercié les ministres pour leur participation active et a officiellement déclaré la clôture de la Réunion.

X. Recommandations adoptées

RESOLUTION 1 (VIII) DE LA HUITIEME CONFERENCE
DES MINISTRES AFRICAINS DE L'INDUSTRIE

La Conférence des ministres africains de l'industrie réunis à sa huitième session tenue à Gijumbura, en République du Burundi du 17 au 19 septembre 1986 :

Rappelant la résolution 1(VII) sur l'exécution du programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique adoptée à leur septième session à Addis-Abeba, en Ethiopie le 28 mars 1984;

Rappelant en outre la résolution ID/CONF.5/Res.8 adoptée par la quatrième Conférence générale de l'ONUDI tenue à Vienne le 19 août 1984 et la résolution ID/B/Res.57 (XVIII) adoptée par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI réuni à Vienne le 28 mai 1984, concernant toutes deux la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

Guidée par le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos adoptés en 1980 par le sommet économique de l'OUA ainsi que par la résolution 442 (XVII) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA et par la résolution 35/66 (B) de l'Assemblée générale des Nations Unies, résolutions qui ont proclamé la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

Ayant pris note de la décision du Conseil de développement industriel d'accorder à l'ONUDI 8,6 millions de dollars au lieu des 10 millions de dollars approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-neuvième session, dans sa résolution A/Res.25/233, au titre de son budget ordinaire pour 1986-1987; préoccupée par les contraintes financières qui pèsent actuellement sur les organisations du système des Nations Unies rendant difficile l'allocation des ressources dans les budgets ordinaires respectifs de l'ONUDI et de la CEA pour l'exécution de leurs activités liées à la Décennie;

Guidée par la résolution CM/Res.1039-1074 (XLIV) adoptée par la quarante-quatrième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA et faite sienne par le sommet de l'OUA tenu à Addis-Abeba en juillet 1986, et par la résolution 564 (XXI) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa douzième session et faite sienne par la Commission à sa vingt et unième session tenue à Yaoundé (Cameroun) en avril 1986;

Rappelant le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique (1986-1990) adopté par la vingt et unième session de l'OUA dans la résolution AHG/Res.136 et le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990) adopté par la 11ème session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies dans la résolution S-13/2, programmes qui ont examiné de manière critique les problèmes socio-économiques de l'Afrique, et préconisé des mesures spécifiques pour la restructuration et la relance des économies africaines;

Consciente du rôle vital que doit jouer le secteur industriel, en tant que fournisseur des principaux facteurs de production, dans le cadre du programme de l'IDDA, dans le redressement économique et le développement de l'Afrique, tel qu'il est souligné dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et dans le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;

Prenant note avec satisfaction des mécanismes mis en place par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA pour l'exécution et le suivi du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'exécution du Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;

Réitérant l'engagement de la région à transformer, grâce à l'industrialisation, la structure de ses économies qui sont actuellement orientées vers l'étranger et dépendent lourdement des facteurs extérieurs;

Ayant examiné le rapport de la réunion intergouvernementale plénière d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique qui s'est tenue à Bujumbura (Burundi), du 10 au 15 septembre 1986 et les renseignements fournis par les rapports d'activités des trois secrétariats de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA, par les Etats membres et les organismes africains et internationaux sur les mesures prises aux niveaux national, sous-régional et international pour l'exécution du programme de la Décennie;

Consciente de la nécessité pour les Etats et les organisations africains ainsi que pour les organisations internationales d'intensifier leurs efforts pour promouvoir sur une base prioritaire le développement des capacités industrielles des entreprises, pour le renforcement, la création et la gestion, suivant le cas, des petites et moyennes entreprises ainsi que des industries motrices stratégiques et des projets d'appui avec les liens intra et intersectoriels adéquats, fournissant les intrants nécessaires à l'agriculture et à la production alimentaire;

Préoccupée par la crise économique persistante qui frappe le continent africain, et les problèmes sérieux qu'elle engendre et qui freinent le développement industriel de la région, en particulier l'absence des compétences et des aptitudes technologiques requises, ainsi que des ressources financières, et l'absence d'un réseau bien agencé d'industries stratégiques et d'industries motrices nécessaires à l'exécution du programme de la Décennie;

Soulignant la nécessité pour les Etats membres et les organisations africaines et internationales de prendre des mesures concrètes pour mobiliser les ressources financières locales et extérieures pour les besoins de l'assistance technique et de l'investissement;

Se félicitant de la transformation de l'ONUDI en une institution spécialisée du système des Nations Unies et de la décision de tenir sa deuxième Conférence générale à Bangkok (Thaïlande), en novembre 1987;

Insistant sur la nécessité de fournir à l'ONUDI et à la CEA les ressources suffisantes pour appuyer le programme de la Décennie;

Fait les recommandations suivantes :

A. EXECUTION DU PROGRAMME DE LA DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

- a) Prend note avec satisfaction du cinquième rapport d'activité conjoint présenté par les trois secrétariats et des renseignements fournis par les Etats membres et les organisations africaines et internationales sur les mesures prises en vue de l'exécution du programme de la Décennie.

- b) Note avec satisfaction les informations fournies par les organismes spécialisés et les programmes des Nations Unies et invite leurs organes directeurs respectifs à prévoir dans leurs programmes et leurs budgets les activités de nature à promouvoir le développement industriel de l'Afrique.
- c) Prend note des efforts de collaboration entrepris par les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI et exhorte ces derniers à intensifier cette collaboration en vue d'assurer la réalisation effective du programme d'industrialisation de l'Afrique.
- d) Demande, à l'occasion des prochaines réunions, que les trois secrétariats :
 - i) Etablissent un bilan financier sur l'exécution du programme de la Décennie;
 - ii) Décrivent l'état d'avancement et l'incidence des projets inscrits dans ce programme ainsi que les difficultés rencontrées au cours de leur exécution;
 - iii) Fournissent une estimation de l'importance des ressources nécessaires pour l'exécution du programme de la Décennie ainsi que leur répartition par secteur; et
 - iv) Veillent à ce que les ressources allouées pour la période biennale 1988/89 correspondent aux exigences du programme de la Décennie.
- e) Prie instamment les Etats membres, les organisations africaines et internationales et les trois secrétariats d'intensifier leurs efforts visant à accélérer l'exécution du programme de la Décennie au cours des quatre années restantes, en tenant compte du programme prioritaire de l'OUA pour le redressement économique de l'Afrique (1986-1990) et du programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, dont l'exécution nécessitera une contribution substantielle du secteur industriel.
- f) Invite l'Assemblée générale des Nations Unies à fournir à la CEA les ressources financières suffisantes lui permettant de réaliser ses activités liées au programme de la Décennie, conformément à la résolution E/1985/61 du 26 juillet 1985 du Conseil économique et social.
- g) Prie le Conseil du développement industriel de l'ONUDI d'accroître les ressources allouées à cette dernière en vue de l'exécution, de la coordination et du contrôle du programme de la Décennie.
- h) Invite les institutions financières et les organismes de financement des investissements, en particulier la BAD et la Banque mondiale à accroître l'assistance technique et les ressources d'investissement dans le secteur industriel en Afrique.
- i) Invite également le PNUD, les organismes donateurs bilatéraux et autres organismes multilatéraux à accroître les ressources consacrées à l'assistance technique pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie.
- j) Propose qu'en raison du rang de priorité élevé accordé à l'industrialisation de l'Afrique dans le Plan d'action de Lagos et le programme de la Décennie, les Etats membres, les organisations

sous-régionales ainsi que les organisations internationales fassent en sorte que le CIF régional du PNUD pour le quatrième Cycle contribue substantiellement à accélérer l'exécution du programme de la Décennie.

- k) Préconise une évaluation indépendante à moyen terme de l'exécution du programme de l'IDDA ainsi qu'il a été décidé à la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie (résolution 1 (VI)), et invite le PNUD à examiner les possibilités de financer cette évaluation et de participer à l'exécution de ce programme en collaboration avec les trois secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI.
- l) Préconise une nouvelle étude des activités des institutions régionales telles que l'ORAN, l'ARCEDEM et le CRAFT, engagées dans le développement industriel afin de rationaliser leurs programmes de travail, de réduire tout double emploi inutile et d'obtenir l'utilisation efficace des maigres ressources disponibles.
- m) Réitère l'importance du Fonds africain de développement industriel, invite tous les Etats membres à y adhérer et à y contribuer, afin de permettre son démarrage rapide, conformément aux résolutions précédentes de la Conférence des ministres de la CEA et invite les organismes donateurs internationaux et bilatéraux à contribuer généreusement au Fonds pour lui permettre de fonctionner. A cet égard, demande au trois secrétariats d'entreprendre une étude sur les mesures de mobilisation des ressources destinées au Fonds.
- n) Réitère la nécessité de limiter la variété des produits et d'utiliser les techniques de normalisation et de contrôle de la qualité des produits, afin de rationaliser et d'améliorer la qualité de la production.

B. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE L'OUA POUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE
ET DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE
ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

- a) Prend note du rapport sur la crise économique de l'Afrique et l'industrie africaine et les mesures préconisées en vue de la remise en état et de la revitalisation de l'industrie.
- b) Souligne l'importance des mesures de survie recommandées pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, particulièrement en ce qui concerne l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990); et à cet égard exhorte les pays africains à adopter les politiques et les stratégies de développement appropriées qui répondent à leur situation particulière et à tenir compte des objectifs, des principes et des activités convenus de l'IDDA dans le cadre des priorités globales des deux programmes susmentionnés.
- c) Exhorte tous les Etats membres, en priorité, à prendre ou renforcer les mesures de remise en état à court terme, notamment la restructuration du secteur industriel, la rationalisation des industries existantes dans les différents sous-secteurs, le recyclage des déchets industriels, l'amélioration de la sous-traitance aux petites industries, l'amélioration des critères d'attribution des ressources, en particulier les ressources en devises pour l'industrialisation, et à inclure les mesures énumérées ci-dessus dans les programmes d'ajustement structurel globaux.

- d) Recommande aux Etats membres d'accorder un rang de priorité élevé aux industries clefs existantes et de leur fournir une assistance supplémentaire afin de parvenir à une capacité de fonctionnement maximale; invite l'ONUDI, la CEA, la Banque mondiale et la BAD à accorder toute assistance nécessaire sollicitée à cette fin par les Etats membres.
- e) Recommande que les mesures à moyen et à long terme prises aux niveaux national, sous-régional et régional portent essentiellement sur les industries à base de ressources locales, en particulier celles directement liées à l'agriculture : production des engrais, des pesticides, produits métallurgiques, équipement d'irrigation, outillages agricoles, pièces et éléments de rechange connexes.
- f) Se félicite des progrès réalisés dans les recherches en laboratoire et des activités de développement en matière de transformation des produits alimentaires à base de matières premières locales; exhorte les Etats membres et les institutions à déployer tous leurs efforts pour s'assurer que des dispositions supplémentaires sont prises en vue de la diffusion et de la commercialisation des résultats de ces activités.
- g) Invite tous les Etats membres à intensifier leur soutien aux institutions régionales intéressées en leur fournissant les ressources financières suffisantes et en veillant à l'utilisation effective de leurs services.
- h) Demande au Secrétariat général de l'OUA, à la CEA et à l'ONUDI, de faire connaître aux Etats les moyens financiers et autres nécessaires à la réalisation des objectifs de l'IDDA, tels que définis dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos.

C. ACTIVITES DE LA PHASE D'EXECUTION (1985-1990) DU PROGRAMME DE LA DECENNIE

I. Préparation et promotion des projets d'investissement

- a) Prend note avec satisfaction du rapport établi par l'ONUDI et des renseignements fournis par les autres organisations sur leurs activités relatives à la préparation et à la promotion des projets d'investissement, fait siennes les recommandations contenues dans le document de l'ONUDI et invite les pays et les organisations africains à tirer un plus grand profit de ces activités.
- b) Souligne l'importance de la bonne préparation des projets, nécessaire à la mobilisation des ressources d'investissement. A cet effet, l'ONUDI, le PNUD, l'OADI, la BAD, la Banque mondiale et les autres organisations internationales et africaines intéressées, y compris les organisations non gouvernementales, devraient intensifier et accroître leur assistance aux pays et organisations africains. Eu égard au choix et à la qualité des experts et des consultants, il est instamment demandé à l'ONUDI d'accorder une attention particulière aux besoins des pays africains.
- c) Demande à l'ONUDI de réviser son Manuel pour l'élaboration des études de faisabilité des projets industriels afin de le simplifier et de l'intégrer au Manuel pour l'évaluation du projet industriel, élaboré conjointement et de mettre la version révisée à la disposition des institutions concernées en Afrique; demande en outre l'organisation d'une réunion des experts de toutes les institutions internationales et régionales qui assistent les pays africains dans l'identification et la préparation des projets, notamment la Banque mondiale, la BAD et l'OADI, afin d'harmoniser les approches et les techniques adoptées par ces organisations.

- d) Exhorte tous les Etats membres et les organisations africaines à renforcer leurs potentialités en matière de préparation, de gestion et de contrôle des projets en vue de faciliter l'utilisation de l'assistance technique et des ressources d'investissement pour l'exécution des projets industriels.
- e) Exhorte en outre tous les Etats membres à renforcer ou à instaurer de nouveaux mécanismes nationaux pour assurer une promotion plus efficace de l'investissement industriel et des projets d'appui et demande à l'ONUDI d'intensifier ses activités en faveur de l'investissement en Afrique, y compris la fourniture d'assistance en matière de préparation de profils de projets d'investissement.
- f) Demande à la communauté internationale, aux institutions de financement multilatérales, notamment à la BAD et à la Banque mondiale, ainsi qu'à d'autres institutions de financement bilatérales et multilatérales et aux fondations de développement, d'accroître le flux de ressources d'investissement et d'assistance technique au secteur industriel en Afrique à des conditions préférentielles.
- g) Se félicite de la contribution positive de la Chambre de Commerce extérieur polonaise au développement de l'industrie métallurgique en Afrique et exhorte tous les pays africains à participer à l'AFROMET 87. A cet effet, la réunion demande à l'ONUDI et aux responsables de la Chambre de Commerce extérieur polonaise de faciliter la participation des experts des pays et des organisations africains en leur fournissant l'assistance nécessaire.
- h) Se félicite des facilités disponibles actuellement à la BAD et à la Banque mondiale au regard à la fourniture de lignes de crédit et d'assistance en matière de préparation de projets aux agents de production et de distribution autochtones et demande à ces institutions de fournir des renseignements détaillés aux Etats membres sur la nature et l'utilisation de ces facilités.

II. Mesures visant à renforcer le rôle des agents de production et de distribution locaux, des services d'appui et des organisations non gouvernementales dans l'exécution du programme de la Décennie

- a) Prend note avec satisfaction des rapports établis par la CEA et des renseignements fournis par les Etats membres et quelques organisations sur les mesures visant à renforcer le rôle des agents de production et de distribution locaux et des services d'appui en vue de l'exécution du programme de la Décennie.
- b) Prend note du rapport du premier Symposium africain sur les petites et moyennes entreprises organisé par l'ALAND et la AMPME au Maroc en 1986, appuie les recommandations de ce symposium et demande aux pays et organisations africains de mettre en oeuvre avec l'assistance de l'ONUDI, de la CEA, de la BAD, de la Banque mondiale et d'autres institutions donatrices intéressées et des organisations internationales non gouvernementales, les mesures nécessaires, y compris des politiques et des mesures d'incitation fiscales et financières et la création d'institutions de formation, en vue du développement et de la promotion des petites et moyennes entreprises et des capacités industrielles des entreprises.

- c) Prend note également du rapport du forum sur la participation des organisations non gouvernementales à l'exécution du programme de la Décennie, organisé par l'ALAFD et l'ONUDI à Abidjan (Côte d'Ivoire) en août 1985 et fait siennes les recommandations de ce forum.
- d) Fait siennes les recommandations du séminaire régional sur le rôle des agents de production et de distribution autochtones et les services d'appui dans l'exécution accélérée de l'IDDA et demande aux Etats membres de traduire ces recommandations dans les faits.
- e) Souligne le rôle primordial des agents de production et de distribution autochtones et des services d'appui dans la phase d'exécution de l'IDDA, étant donné que ces agents sont concernés par tous les aspects des activités industrielles, y compris la préparation des projets, la technologie de production, le financement et la commercialisation.
- f) Souligne l'importance de la normalisation, du contrôle de la qualité et la nécessité d'intégrer la commercialisation des produits industriels et les politiques commerciales à la promotion de la coopération entre les Etats membres et invite ceux-ci à accorder une attention particulière à l'amélioration de la qualité des produits industriels, notamment de ceux provenant des petites et moyennes industries, en instaurant un mécanisme approprié pour le contrôle de la qualité et la certification des produits, afin d'améliorer leur compétitivité et de maximiser les recettes d'exportation. A cet effet, la réunion souligne la nécessité d'adopter des normes régionales africaines adéquates et des mesures visant à améliorer les technologies locales, surtout grâce à une intensification de la recherche appliquée.
- g) Exhorte les gouvernements et les organisations africains à accroître la participation des organisations non gouvernementales nationales, sous-régionales et régionales à la préparation et à l'exécution de leurs programmes et projets industriels.
- h) Exhorte l'ONUDI, la BAD, la Banque mondiale, le PNUD et les institutions financières africaines et internationales compétentes à accroître l'utilisation des organisations non gouvernementales africaines et des organisations des consultations, comme il convient, dans la préparation et l'exécution des projets qu'elles financent en Afrique.

III. Renforcement de la coopération industrielle africaine

- a) Adopte les programmes révisés de promotion industrielle intégrée pour l'Afrique du Centre et de l'Ouest ainsi que les mesures proposées pour leur exécution; décide d'inclure dans le programme révisé pour l'Afrique centrale le projet relatif à la réhabilitation de l'industrie du sucre en Angola; prie l'ONUDI de faire en sorte que les réunions sous-régionales prévues pour l'Afrique orientale/australe et l'Afrique du Nord se tiennent effectivement afin de permettre l'examen et la révision du programme initial de promotion industrielle intégrée pour ces sous-régions et allouer les ressources nécessaires à l'organisation de futures réunions sous-régionales.
- b) Prend note du programme conjoint ONUDI, UIT et UPAT pour la fabrication d'équipement de télécommunications en Afrique, encourage les pays africains à travailler en étroite collaboration pour l'exécution de ce programme et demande aux institutions financières, aux donateurs et aux institutions des Nations Unies chargées du développement, d'appuyer le développement de l'industrie des télécommunications en Afrique.

- c) Souligne la nécessité d'accorder la priorité aux projets relatifs à la réhabilitation et à la restructuration des industries clefs et d'intégrer davantage les projets prévus dans le cadre des politiques et programmes nationaux, des études industrielles et sectorielles qu'il faut harmoniser afin de réduire au minimum le double emploi.
- d) Exhorte les Etats à accorder une importance particulière à la mise en place et au renforcement des capacités africaines en matière d'ingénierie et de techniques qui constituent une des conditions fondamentales pour la réussite des projets industriels.
- e) Demande à l'OUA, à la CEA et à l'ONUDI de fournir aux Etats africains, tous les éléments nécessaires permettant d'harmoniser, sur les plans régional et sous-régional, les politiques d'industrialisation en vue d'éviter les concurrences inutiles et de favoriser les complémentarités dans le domaine industriel.

IV. La CTPD et l'exécution du programme de la Décennie

- a) Prend note des rapports présentés par la CEA et l'ONUDI, rapports soulignant l'importance de la CTPD dans l'exécution du programme de la Décennie; se félicite des efforts déployés par les Etats membres et les secrétariats pour promouvoir la CTPD/CEPD dans le domaine industriel entre les pays africains et leurs institutions régionales ainsi qu'entre eux et les autres pays en développement et leurs institutions régionales associées, pour faciliter l'exécution du programme pour la Décennie et appuie les recommandations proposées par les secrétariats dans les documents de base.
- b) Souligne l'importance de la CTPD/CEPD en matière de développement des capacités et des potentialités industrielles requises pour la croissance et le développement autonomes et auto-entretenus et, la recommande aux ministres africains de l'industrie comme une stratégie essentielle en vue de l'exécution du programme de la Décennie.
- c) Souligne en outre l'importance et l'utilité des réunions et des tables rondes ministérielles, demande à l'ONUDI d'intensifier et d'étendre le programme en faveur d'un nombre plus important de pays africains et d'entreprendre l'évaluation du programme afin d'y apporter les améliorations appropriées, y compris l'instauration de mécanismes de suivi convenables non seulement dans les pays donateurs et bénéficiaires mais également au sein de l'ONUDI.
- d) Se félicite de l'organisation de la réunion afro-asiatique de coopération industrielle, exhorte tous les pays africains à participer activement à cette réunion et demande à l'ONUDI de fournir des renseignements à tous les pays participants sur les derniers arrangements, y compris la rencontre des participants africains à la réunion de New Delhi quelques jours avant ladite réunion, comme l'a recommandé le Conseil des ministres de l'OUA, cette disposition étant considérée comme un aspect important de la réunion.
- e) Demande aux pays donateurs, aux institutions financières et aux organisations internationales intéressées, en particulier le PNUD, de fournir les ressources nécessaires aux Gouvernements africains, aux institutions sous-régionales et régionales et aux regroupements économiques traitant des problèmes industriels, afin de faciliter les arrangements de la CTPD/CEPD qui contribueront à l'exécution du programme de l'IDDA.

- f) Exhorte les gouvernements africains, les institutions sous-régionales et régionales compétentes et les regroupements économiques à prendre les initiatives nécessaires pour promouvoir la coopération Sud-Sud en matière d'industrie dans le cadre des priorités du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et conformément aux dispositions du programme de l'IDDA.

D. L'ONUUDI EN TANT QU'INSTITUTION SPECIALISEE

- a) Fait sienne la nouvelle orientation donnée à l'ONUUDI à la suite de sa transformation en une institution spécialisée, ce qui renforce son rôle essentiel de coordination au sein du système des Nations Unies pour les questions liées à l'industrie, en particulier la priorité accordée aux activités de coopération technique, au développement des ressources humaines dans le domaine industriel, au Système de consultations, aux petites et moyennes industries, à la réhabilitation industrielle, à la promotion des investissements, au développement des capacités technologiques, à la coopération technique entre les pays en développement et à l'engagement accru des organisations non gouvernementales au processus d'industrialisation et à l'intégration des femmes.
- b) Réitère la priorité accordée au Système de consultations de l'ONUUDI et exhorte tous les pays et organisations africains à participer activement aux réunions organisées dans le cadre de ce système. A cet égard, l'ONUUDI est instamment invitée à organiser des réunions de consultations régionales en Afrique dans les domaines des biens d'équipement, de la formation et du financement industriels pendant la période allant de 1987 à 1989. L'ONUUDI est en outre priée de faciliter la participation des ressortissants africains aux réunions de consultations. A cet effet, prend note du programme de l'Organisation internationale du Travail sur des activités industrielles et connexes et encourage les ministres de l'industrie de participer activement à ce programme.
- c) Se félicite du programme spécial du Système de consultations techniques de l'ONUUDI mis au point dans le cadre de l'IDDA et demande à celles-ci d'accorder la priorité à ce programme dans son programme de la Décennie. La réunion exhorte tous les pays et organisations africains à tirer plein profit de ce programme et invite les pays et les organisations donateurs à apporter un soutien technique et financier à l'ONUUDI pour l'extension et l'exécution du programme.
- d) Prend note du rapport de la Réunion d'experts sur le rôle des femmes dans l'agro-industrie, tenue à Vienne en novembre 1985, comme faisant partie intégrante du programme de l'ONUUDI en faveur de l'intégration et de la participation des femmes au développement industriel; fait siennes les recommandations de cette réunion et lance un appel à l'ONUUDI, en collaboration avec la CEA et d'autres organisations intéressées des Nations Unies, pour qu'elle prenne toutes les mesures nécessaires en vue de l'application de ces recommandations, y compris l'organisation d'une réunion régionale africaine pour définir un programme pratique visant spécialement à aider les africaines à surmonter les contraintes qui entravent leur pleine contribution au développement industriel, en particulier les agro-industries.
- e) Invite l'ONUUDI à accorder une attention particulière aux besoins des pays africains, en particulier aux pays les moins avancés, et à continuer à accorder la priorité à la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

- f) Attache une importance particulière à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée dont l'ordre du jour devrait comprendre les points suivants :
- i) La Décennie du développement industriel de l'Afrique,
 - ii) La contribution de l'ONUDI à la restructuration et la réhabilitation de l'industrie africaine, ainsi qu'à la négociation de nouveaux projets industriels,
 - iii) La mise en valeur des ressources humaines et des aptitudes technologiques en vue du développement industriel,
 - iv) Le financement des projets industriels,
 - v) Le Système de consultations,
 - vi) Les arrangements institutionnels.
- g) Recommande la création par le Conseil du développement industriel d'un groupe de travail des Etats membres chargé de préparer, avec l'assistance du Secrétariat de l'ONUDI, chacun des points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence.
- h) Recommande la tenue d'une session extraordinaire de la Conférence des ministres, précédée d'une réunion intergouvernementale d'experts, pour arrêter la position commune africaine pour la deuxième Conférence générale de l'ONUDI (novembre 1987), à une date qui sera déterminée à la suite des consultations entre les trois secrétariats et le Président de la Conférence des ministres.
- i) Demande aux Secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI d'élaborer et de présenter à la réunion intergouvernementale des experts des propositions sur la base de l'ordre du jour devant servir à la deuxième Conférence générale et qui sera établi par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI.

E. PUBLICITE ET PROMOTION DE L'IDDA

- a) Note avec satisfaction les mesures prises pour assurer la publicité de l'IDDA non seulement à l'intérieur mais également à l'extérieur de l'Afrique; invite l'ONUDI, la CEA et l'OUA à intensifier leurs activités promotionnelles liées aux activités de la Décennie, en les orientant vers des groupes cibles bien définis et en les fondant sur des programmes judicieusement élaborés; demande à l'ONUDI de reproduire et de diffuser largement le film sur l'IDDA aux pays, organisations, établissements de formation et groupes cibles africains.
- b) Invite les organisations et les pays africains à prendre les mesures appropriées pour mobiliser la radio, la télévision et d'autres médias en vue de la promotion de l'IDDA parmi les décideurs non seulement des milieux gouvernementaux, industriels et d'affaires, mais également dans les établissements de formation et au sein de la population en général, y compris les zones rurales. A cet égard, l'ONUDI, la CEA et l'OUA devraient fournir l'assistance nécessaire aux pays et organisations africains.

- c) Recommande la proclamation d'une "Journée de l'industrialisation de l'Afrique", qui devrait être commémorée chaque année, par tous les pays africains; demande aux secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et à l'OUA d'effectuer une étude sur l'exécution de cette recommandation, en tenant compte de l'expérience de la FAO dans la commémoration de sa "Journée mondiale de l'alimentation", et de soumettre un rapport sur ce sujet à la neuvième Conférence des ministres africains de l'industrie, y compris les implications financières détaillées à la charge des Etats membres et des trois organisations. Les trois secrétariats devraient également examiner la possibilité d'émettre des timbres postes spéciaux commémorant l'IDDA.
- d) Vu l'importance cruciale que revêt une prise de conscience accrue tant à l'intérieur qu'en dehors de l'Afrique sur la contribution de l'industrie à l'exécution du Plan d'action de Lagos, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) et du Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, la réunion prie instamment le PNUD d'allouer, dans le cadre des propositions soumises par l'ONUDI pour le soutien au programme de l'IDDA, des fonds prélevés sur le CIP régional afin d'assurer la publicité de l'IDDA.

F. RECOMMANDATIONS GENERALES

- a) Reconnaît le rôle important que jouent les entreprises publiques dans l'exécution du programme de la Décennie et invite les Etats membres à prendre les mesures appropriées pour le renforcement de ces entreprises afin de les rendre plus efficaces surtout en ce qui concerne leurs capacités de planification, de gestion, de production et de commercialisation.
- b) Souligne la nécessité d'assurer le suivi et le contrôle efficaces des décisions et des recommandations de la Conférence des ministres africains de l'industrie et demande aux secrétariats de l'ONUDI, de l'OUA et de la CEA de poursuivre l'élaboration des rapports d'activité annuels qui comprennent une indication des résultats obtenus et des écueils rencontrés dans l'exécution du programme de la Décennie, et ces rapports devraient être fournis à la Conférence des ministres.
- c) Réaffirme la nécessité pour la Conférence des ministres africains de l'industrie de se réunir tous les deux ans et recommande le remplacement du Comité des progrès de l'industrialisation de l'Afrique par un comité intergouvernemental d'experts en raison des difficultés financières rencontrées dans l'organisation des réunions du Comité des progrès.
- d) Recommande la proclamation d'une deuxième IDDA afin de compléter les projets exécutés au cours de la première Décennie et demande aux secrétariats de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA, après une évaluation appropriée de la première Décennie, d'entreprendre, en consultation avec les Etats membres, les organisations africaines et institutions intéressées des Nations Unies, l'élaboration d'un programme de la Décennie qui serait soumis à la dixième Conférence des ministres africains de l'industrie et présenter un rapport d'activité à la neuvième Conférence.

RESOLUTION 2 (VIII) DE LA HUITIEME CONFERENCE
DES MINISTRES AFRICAINS DE L'INDUSTRIE

Financement du Fonds africain de développement industriel (FADI)

La Conférence des ministres africains de l'industrie réunie à sa huitième session à Bujumbura (République du Burundi) du 17 au 19 septembre 1986 :

Rappelant sa résolution 8 (V) invitant la CEA, l'OUA et la BAD à coopérer dans la création et l'organisation du Fonds africain de développement industriel;

Constatant que des Etats membres ont déjà ratifié l'accord portant création du Fonds;

Préoccupée par le fait que le Fonds ne fonctionne pas encore faute de contributions des Etats membres;

Considérant la nécessité de financer les études de préfinancement des projets moteurs sous-régionaux identifiés dans le cadre de l'IDDA nécessaires pour atteindre les objectifs du Plan d'action de Lagos;

Demande à la Banque africaine de développement d'explorer les possibilités de trouver des sources multilatérales et bilatérales pour débloquer un montant initial de 15 millions de dollars des Etats-Unis afin de permettre au Fonds d'être opérationnel.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Déclarations des chefs de délégation
5. Examen du rapport et adoption des recommandations de la Réunion intergouvernementale plénière d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique relatives à :
 - a) Progrès accomplis dans l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA)
 - b) La crise économique en Afrique et l'industrie africaine - défi et moyens d'y faire face
 - i) Mise en application de la déclaration de l'OUA sur les questions économiques
 - ii) Mesures que l'ONUDI devrait prendre en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, y compris par le biais de son système de consultations et de ses services consultatifs techniques, pour appuyer l'industrialisation de l'Afrique
 - c) Activités prioritaires pour la phase de réalisation (1985-1990) de la Décennie
 - d) Campagne de publicité et de promotion pour l'IDDA
6. Autres questions
7. Examen et adoption du rapport, des conclusions et des recommandations de la Conférence
8. Clôture de la Conférence.

* * * * *